



Masters **DROIT PUBLIC**

Mention et parcours 2024 - 2025





**LA FACULTÉ DE DROIT ET SCIENCE POLITIQUE, ÉCOLE
UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE LEXSOCIÉTÉ DE
L'UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR VOUS PROPOSE DES
FORMATIONS DIVERSIFIÉES ET DE QUALITÉ DANS LES
GRANDES DISCIPLINES DU DROIT.**

« Avec 7 mentions de Master et plus d'une vingtaine de parcours de Master 2, la Faculté de droit et science politique de Nice propose une offre diversifiée et reconnue pour sa qualité. Son École Universitaire de Recherche LexSociété met le dynamisme des enseignants-chercheurs au service d'enseignements de haut niveau.

La Faculté s'adapte en permanence aux attentes des étudiants et aux besoins des recruteurs. Aux côtés de formations essentielles dans des domaines classiques et toujours aussi recherchés, nous proposons des diplômes sur des thèmes novateurs.

Tandis que certains étudiants poursuivent en doctorat, les taux élevés d'insertion professionnelle témoignent de l'attractivité de nos formations. Ces excellents résultats récompensent l'implication des équipes pédagogiques. Ils doivent aussi beaucoup aux liens étroits noués avec les acteurs socio-économiques.

Grâce à une organisation des cours en alternance (une semaine sur deux), et selon les formations, les étudiants disposent du temps nécessaire pour suivre des stages, ou bénéficier de contrats d'apprentissage ou de professionnalisation.

Intégrer un Master à Nice est un bonheur, recruter un diplômé de Nice est une chance. »

Professeur Xavier LATOUR

Doyen de la Faculté de droit et science politique
École universitaire de recherche LexSociété

ADMISSION

LICENCE (1^{ER} CYCLE - BAC+3)

DURÉE DES ÉTUDES

2 ANS

DIPLOME DÉLIVRÉ

MASTER MENTION DROIT PUBLIC

MODALITÉS D'ENSEIGNEMENT

FORMATION INITIALE
FORMATION EN ALTERNANCE
FORMATION CONTINUE

RESPONSABLE DE LA MENTION DROIT PUBLIC

Pr FLORENCE CROUZATIER-DURAND

> sommaire

SCOLARITÉ

ADMISSION

ORIENTATION

ALTERNANCE

MASTER 1 - DROIT PUBLIC

MASTER 2 - DROIT DE L'IMMOBILIER ET DE L'URBANISME

MASTER 2 - DROIT ET CONTENTIEUX PUBLICS APPROFONDIS

MASTER 2 - SÉCURITÉ INTÉRIEURE

MASTERS 1 ET 2 - DROIT ET PROCÉDURES FISCALES DE L'ENTREPRISE

Pages

4

4

5

6

8

12

16

20

24

> scolarité

LE SERVICE DE LA SCOLARITÉ : VOTRE INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ

De votre inscription à l'obtention de votre diplôme, les équipes administratives des services de la scolarité de la Faculté de Droit et Science politique - École Universitaire de Recherche LexSociété vous informent, vous accompagnent et facilitent votre quotidien.

Vous pouvez les contacter pour toutes questions concernant :

- > les demandes de candidature
- > l'inscription, administrative et pédagogique
- > la carte étudiante
- > la dispense d'assiduité
- > les examens
- > les transferts de dossiers
- > les attestations de réussite et relevés de notes
- > les diplômes
- > l'année de césure
- > l'aménagement d'études et d'examens
- > les stages

> admission

Toutes les informations pour candidater et s'inscrire sont accessibles sur

univ-cotedazur.fr/candidater-et-s-inscrire

MASTER 1

Bureau 111

☎ 04 89 15 25 35 / 25

droit.scolarite.master1@unice.fr

MASTER 2

Bureau 206

☎ 04 89 15 25 32 / 28 / 38

droit.scolarite.master2@unice.fr



ORIENTATION

LE BUREAU D'INFORMATION ET D'ORIENTATION EST À VOTRE DISPOSITION POUR VOUS CONSEILLER, VOUS GUIDER ET VOUS AIDER À TROUVER VOTRE VOIE.

Le B.I.O vous accompagne dans le cadre d'entretiens personnalisés pour la construction de votre parcours de formation. Il vous fournit :

- > un accompagnement dans votre démarche d'orientation et de réorientation
- > des conseils sur le contenu et les débouchés professionnels des formations
- > des conseils pour élaborer vos CV et lettres de motivation
- > un fond documentaire spécialisé sur l'enseignement supérieur, les différentes formations et leurs débouchés professionnels

Des professionnels à votre service

> Orientation et insertion professionnelle :

Élodie Moulin

Bureau 107 bis

☎ 04 89 15 25 98

elodie.moulin@univ-cotedazur.fr

> Ré-orientation : **Joëlle Goudineau**

Conseillère d'orientation psychologue

Bureau 107 bis. Uniquement le jeudi sur rendez-vous

joelle.goudineau@univ-cotedazur.fr

> alternance

VÉRITABLE PASSERELLE D'INSERTION PROFESSIONNELLE, L'ALTERNANCE PERMET DE SE FORMER À UN MÉTIER TOUT EN CAPITALISANT UNE FORTE EXPÉRIENCE DANS LE MONDE DE L'ENTREPRISE.

Les formations en alternance s'articulent autour :

- > de périodes d'acquisition de savoir-faire en entreprise
- > et de périodes d'enseignements théoriques à la Faculté.

TOUS LES PARCOURS DE LA MENTION DROIT PUBLIC PROPOSENT LA FORMATION EN ALTERNANCE

		Contrat d'Apprentissage	Contrat de Professionnalisation	Pages
MASTER 1	DROIT PUBLIC			
MASTER 2	DROIT DE L'IMMOBILIER ET DE L'URBANISME	✓	✓	12
MASTER 2	DROIT ET CONTENTIEUX PUBLICS APPROFONDIS	✓		16
MASTER 2	SÉCURITÉ INTÉRIEURE		✓	20
MASTER 1	DROIT PUBLIC - DROIT ET PROCÉDURES FISCALES DE L'ENTREPRISE			
MASTER 2	DROIT ET PROCÉDURES FISCALES DE L'ENTREPRISE	✓	✓	24

Les + de l'alternance

18 FORMATIONS EN ALTERNANCE	100 ENTREPRISES PARTENAIRES	140 CONTRATS / AN
-----------------------------------	-----------------------------------	----------------------

- > Associer théorie et pratique
- > Acquérir des compétences solides favorisant son employabilité
- > Exercer une première expérience professionnelle dans le métier choisi
- > Déboucher rapidement sur un emploi
- > Être rémunéré pendant sa formation
- > Être plus compétitif sur le marché du travail

Au sein de son entreprise d'accueil, l'étudiant est avant tout salarié et bénéficie des mêmes droits et obligations que les autres collaborateurs de l'entreprise. Il est également étudiant. À ce titre, il conserve l'accès aux avantages du statut étudiant. Tout au long de sa formation, l'alternant bénéficie d'un double accompagnement : il est suivi par son tuteur entreprise et par son tuteur universitaire.

> deux dispositifs

LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

PUBLIC :

- > jeunes de 16 à 29 ans révolus
- > au-delà de 29 ans, personnes en situation de handicap, en reprise ou en création d'entreprise

Contrat :

- > d'une durée égale à celle du diplôme préparé
- > dans l'entreprise, le maître d'apprentissage est directement responsable de la formation professionnelle de l'apprenti
- > à la faculté, le tuteur est nommé pour suivre l'apprenti en formation

Rémunération de l'apprenti :

- > la rémunération varie en fonction de l'âge. Le salaire minimum perçu correspond à un pourcentage du Smic ou du SMC (salaire minimum conventionnel) pour les plus de 21 ans

Entreprise :

- > entreprises et organisations des secteurs Privé et Public

	- 18 ans	18 ans - 20 ans	21 ans - 25 ans	26 ans - 29 ans
1 ^{re} année	27 %	43 %	53 %	100 %
2 ^e année	39 %	51 %	61 %	100 %
3 ^e année	55 %	67 %	78 %	100 %

LE CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

PUBLIC :

- > jeunes de 16 à 25 ans
- > demandeurs d'emploi de plus de 26 ans
- > personnes en situation de handicap

Contrat :

- > la période en entreprise oscille entre 6 et 12 mois mais peut être prolongée sans excéder 24 mois

Rémunération de l'apprenti en master :

- > la rémunération évolue selon l'âge de l'apprenti et son niveau de diplôme à l'entrée en formation
- > le salarié de 16 à 25 ans perçoit de 65 à 80 % du SMIC, celui de plus de 26 ans sera rémunéré à 100 % du SMIC (ou 85% du SMC)

Entreprise :

- > uniquement les entreprises du secteur Privé

Âge	Niveau de formation égal ou supérieur au bac
Moins de 21 ans	Au moins 65 % du SMIC
21 - 25 ans	Au moins 80 % du SMIC
Plus de 26 ans, demandeurs d'emploi	100 % du SMIC ou 85 % de la rémunération minimale conventionnelle ordinaire

droit.univ-cotedazur.fr



Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE



Relations Entreprises et Alternance
Astou LECCIA > astou-dior.leccia@univ-cotedazur.fr
Responsable Relations Entreprises et Alternance
Bureau 314 (3^e étage)
☎ 04 89 15 25 56



Mention

DROIT PUBLIC

Parcours **DROIT PUBLIC**

Master 1

LA MENTION DROIT PUBLIC A POUR OBJECTIF DE DISPENSER AUX ÉTUDIANTES ET AUX ÉTUDIANTS DES CONNAISSANCES THÉORIQUES ET PRATIQUES EN DROIT PUBLIC.

> objectifs

Ce master droit public permet aux étudiantes et aux étudiants d'appréhender **le traitement des questions juridiques**, d'être à même de rechercher et traiter les sources, de structurer un travail scientifique à travers la rédaction d'un mémoire ou des exposés.

La stimulation de la réflexion doit les inciter à élargir leur horizon intellectuel grâce à un enseignement favorisant les échanges interactifs ancré dans les réalités.

On attend des étudiantes et des étudiants, à l'issue de la formation, **une maîtrise des fondamentaux en droit public** et des connaissances approfondies dans des domaines spécifiquement couverts.

Une ouverture sur le **droit international public**, le **droit européen** et la **science politique** est organisée par un système d'option.

ORGANISATION

Durée de la formation : 1 ans / 570h

Début des cours : début septembre

Fin des cours : fin mai

Équivalence : bac + 4

Modalités d'évaluation, taux de réussite, de satisfaction et d'insertion :

<https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/master-droit-public>

Possibilité de valider un ou des blocs de compétence : non



Master 1

> programme

La première année (Master 1) de la mention droit public est composée d'une part d'enseignements transversaux communs aux différents parcours, et d'autre part d'enseignements spécifiques au parcours choisi.

Semestre 1

UE1 - ACTION ADMINISTRATIVE 1

Droit des services publics 1 (CM + TD)

Droit public économique (CM)

UE2 - PROJET DE PROFESSIONNALISATION 1

Langue anglaise 1 (TD)

UE3 - DROIT DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Contentieux administratif (CM + TD)

UE4 - FONDAMENTAUX DU DROIT PUBLIC INTERNE 1

Droit constitutionnel approfondi 1 (CM)

Droit des collectivités territoriales (CM)

Théorie du droit et histoire des idées politiques (CM)

UES - MATIÈRE À OPTION (semestre 1)

1 enseignement optionnel (CM) au choix parmi :

- Contentieux de l'union européenne
- Politique comparée
- Principes fondamentaux de droit financier et fiscal

Semestre 2

UE1 - ACTION ADMINISTRATIVE 2

Droit des services publics 2 (CM + TD)

UE2 - FONDAMENTAUX DU DROIT PUBLIC INTERNE 2

Droit administratif de la sécurité intérieure (CM)

Droit constitutionnel approfondi 2 (CM)

UE3 - PROJET DE PROFESSIONNALISATION 2

Langue anglaise 2 (TD)

Mémoire ou stage

UE4 - URBANISME ET ENVIRONNEMENT

Droit administratif de l'environnement (CM)

Droit de l'urbanisme (CM + TD)

UES - MATIÈRE À OPTION (semestre 2)

1 enseignement optionnel (CM) au choix parmi :

- Droit international et européen des ressources naturelles et de l'énergie
- Droit international et européen des droits de l'homme
- Philosophie du droit

FORMATION INITIALE

FORMATION CONTINUE

> admission

La mention **droit public** s'adresse aux titulaires :

- > d'une licence de droit
- > ou tout autre diplôme jugé équivalent

- ⋮ **Candidater et s'inscrire** : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire
- ⋮ **Sélection sur dossier** : relevés de notes, CV, lettre de motivation, attestation de son niveau en anglais
- ⋮ **Droits d'inscription** : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire/droits-d-inscription
- ⋮ **Capacité d'accueil** > parcours droit public : 80

> et après ?

Cette mention permet d'accéder à un des **parcours en droit public**.

- PARCOURS ⋮ Droit de l'immobilier et de l'urbanisme
- ⋮ Droit et contentieux publics approfondis
- ⋮ Sécurité intérieure
- ⋮ Droit et procédures fiscales de l'entreprise

RESPONSABLE DE LA FORMATION

Anne RAINAUD > anne.rainaud@univ-cotedazur.fr

ADOSSEMENT À LA RECHERCHE

Master adossé au CERDACFF (Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)



droit.univ-cotedazur.fr



Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE



Bureau pédagogique Master 1
Bureau 111
droit.scolarite.master1@unice.fr
☎ 04 89 15 25 35 / 25

A photograph of modern skyscrapers at dusk. The central building has a distinctive diamond-patterned facade. The sky is a deep blue, and the buildings are lit from within, creating a warm glow against the cool tones of the twilight.

Parcours DROIT DE L'IMMOBILIER ET DE L'URBANISME

Master 2 - spécialisation de la mention droit public

droit.univ-cotedazur.fr

LE PARCOURS DROIT DE L'IMMOBILIER ET DE L'URBANISME EST CENTRÉ SUR L'ÉTUDE DES DROITS DE L'IMMEUBLE. EN TERMES D'ENSEIGNEMENT, IL EST LE PROLONGEMENT ET L'UNE DES SPÉCIFICITÉS DU MASTER 1 DROIT PUBLIC.

Il présente l'originalité de se définir par son objet et donc d'être structurellement pluridisciplinaire ou transversal : droits des biens publics et des biens immobiliers privés, droits de la construction publique et de la construction privée, droit de l'urbanisme, fiscalité de l'immobilier, contentieux de l'urbanisme, etc.).

> objectifs

Cette filière s'adresse aux étudiants et aux personnes soucieuses de compléter leur formation ou de diversifier leurs compétences dans le domaine de l'urbanisme et de l'immobilier. L'objectif est de former des juristes de haut niveau capables de travailler dans les **secteurs d'activités relatifs aux droits public et privé de l'immeuble**.

Par son caractère **pluridisciplinaire** (PPP et aménagement urbain, smart city et urbanisme durable, droit pénal de l'urbanisme, environnement et protection du patrimoine historique, clinique juridique), cette formation se distingue de l'offre classique qui, elle, s'articule, soit autour du droit public immobilier (au sens large), soit autour du droit privé immobilier.

Elle acquiert ainsi la particularité de former des praticiens rompus aux questions diverses et imbriquées qui surgissent dans l'action d'aménager ou de construire.

La participation de praticiens des domaines concernés et de renommée nationale assure l'adéquation entre la formation et les professions de l'immobilier et de l'urbanisme, dans un secteur très porteur. Il y a effectivement une forte demande de formations spécialisées en Provence-Alpes-Côte d'Azur, offrant ainsi des **débouchés naturels et immédiats** puisque les besoins en la matière sont actuellement très loin d'être pourvus.

Le + de la formation

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des futurs diplômés, le parcours permet aux étudiantes et aux étudiants de suivre la formation en alternance (université/entreprise). Le fait de mettre en pratique la théorie au cours même de la formation facilite la connivence entre les connaissances et les compétences. L'expérience acquise grâce au temps passé en entreprise est valorisée lors des premières démarches de recherche d'emploi.

> programme

Durée de la formation : 1 an

Équivalence : bac + 5

> formation initiale : 400 h hors stage

> formation en alternance : 400 h

Stage (min. 2 mois) ou mémoire de recherche en formation initiale

Modalités d'évaluation, taux de réussite, de satisfaction et d'insertion :

<https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/parcours-metiers-de-lurbanisme-et-de-limmobilier>

Possibilité de valider un ou des blocs de compétence : non

Semestre 3

UE1 - DROIT IMMOBILIER ET DROIT DES SOLS

Droit des biens immobiliers publics

Droit des biens immobiliers privés

Droit des modes d'acquisition des sols

UE2 - FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

Fiscalité immobilière

Défiscalisation Immobilière

UE3 - DROIT DE L'URBANISME ET LOGEMENT

Droit de l'urbanisme

Droit de la copropriété

Politiques du logement

UE4 - POLITIQUE PUBLIQUE ET AMÉNAGEMENTS

PPP et aménagement urbain

État, collectivités territoriales et politique de la ville

UE5 - MÉTHODOLOGIE

Méthodologie du rapport de stage ou du mémoire

Atelier et séminaires de droit français et comparé

UE6 - LANGUE ÉTRANGÈRE (au choix)

Anglais/Espagnol/ Italien

Semestre 4

UE1 - DROIT DE LA CONSTRUCTION

Droit de la construction publique

Droit de la construction privée

UE2 - DROIT DE LA PROMOTION ET DES CESSIONS IMMOBILIÈRES

Droit de la promotion immobilière

Droit des cessions immobilières

UE3 - CONTENTIEUX ADMINISTRATIF ET DROIT PÉNAL

Contentieux de l'urbanisme

Contentieux de la construction

Droit pénal de l'urbanisme

UE4 - URBANISME ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Droit de l'environnement

Droit de la protection du patrimoine historique et des espaces naturels protégés

Droit du patrimoine historique et de l'urbanisme : études de cas et visites institutionnelles

"Smart city" et urbanisme durable

UE5 - MÉTHODOLOGIE

Méthodologie du rapport de stage ou du mémoire

Atelier et séminaires de droit français et comparé

UE6 - LANGUE ÉTRANGÈRE (au choix)

Anglais/Espagnol/ Italien

UE7 - MÉMOIRE OU RAPPORT DE STAGE (PPR)

Mémoire, rapport de stage

COMPÉTENCES ACQUISES

Grâce aux savoirs théoriques et pratiques acquis au cours de la formation, les futurs professionnels s'assurent des compétences qui permettent de refléter leur expertise

liée aux questions diverses et imbriquées des droits publics et privés. Ces dernières interviennent dans l'action d'aménager ou de construire.

> admission

Le parcours **droit de l'immobilier et de l'urbanisme** est ouvert aux titulaires :

- > d'un master 1 de droit public
- > ou d'un master 1 de droit
- > ou d'un diplôme jugé équivalent
- > possibilités de VAE (validation des acquis de l'expérience) et de VAP (validation des acquis professionnels)

... **Candidater et s'inscrire : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire**

... Sélection sur dossier : relevés de notes, CV, lettre de motivation, attestation de son niveau en anglais

... Droits d'inscription : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire/droits-dinscription

... **Capacité d'accueil : 25**

FORMATION INITIALE

FORMATION CONTINUE

FORMATION EN ALTERNANCE

> et après ?

Les secteurs d'activités dans lesquels les diplômés évolueront sont ceux du **droit de l'immobilier, de l'urbanisme et de l'aménagement des territoires des secteurs public ou quasi publics et privés.**

Secteur public :

- > administration des collectivités territoriales et leurs groupements
- > sociétés d'économie mixte nationales et locales
- > sociétés publiques locales
- > administration de l'État et des établissements publics
- > enseignement et recherche

Secteur privé :

- > Examen du CRFPA (spécialisation en droit privé ou droit public)
- > cabinets d'avocats spécialisés
- > notaires
- > agences immobilières
- > banques
- > promoteurs
- > aménageurs
- > experts
- > syndics d'immeubles
- > associations
- > agences d'urbanisme

RESPONSABLE DE LA FORMATION

Pr Renaud BOURGET > renaud.bourget@univ-cotedazur.fr

ADOSSEMENT À LA RECHERCHE

Master adossé au CERDACFF (Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)



droit.univ-cotedazur.fr



Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE



Bureau pédagogique Master 2
Bureau 206 - 2° Niveau
droit.scolarite.master2@unice.fr
☎ 04 89 15 25 32 / 28 / 38



Parcours DROIT ET CONTENTIEUX PUBLICS APPROFONDIS

Master 2 - spécialisation de la mention droit public

droit.univ-cotedazur.fr

LE PARCOURS DROIT ET CONTENTIEUX PUBLICS APPROFONDIS FORME DES JURISTES PUBLICISTES SUSCEPTIBLES DE PRÉTENDRE À DES POSTES À RESPONSABILITÉ DANS LE SECTEUR PUBLIC, D'INTÉGRER PAR CONCOURS OU PAR CONTRAT LA FONCTION PUBLIQUE D'ÉTAT OU LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE, DE PASSER L'EXAMEN DU BARREAU, OU DE POURSUIVRE EN DOCTORAT DE DROIT PUBLIC.

Les enseignements au sein du master 2 droit et contentieux publics approfondis sont assurés par des universitaires spécialisés et par des professionnels expérimentés dans les domaines du droit et des politiques publiques (magistrats administratifs, avocats, haut-fonctionnaires, élus locaux, administrateurs, attachés, responsables publics des différents secteurs concernés). Ces relations étroites avec les institutions et partenaires nationaux et locaux profitent favorablement aux étudiantes et aux étudiants.

> objectifs

En prolongement des enseignements dispensés en master 1 droit public, ce master 2 permet de compléter et d'approfondir les **connaissances théoriques et pratiques en droit public**, de parfaire la méthodologie et de stimuler la réflexion des étudiantes et des étudiants, grâce à un enseignement favorisant les échanges interactifs, les thématiques fondamentales et d'actualité, et offrant la possibilité d'une spécialisation sur les divers aspects de contentieux publics.

Ce parcours a pour finalité de former des juristes publicistes de bon niveau, susceptibles de prétendre à des postes à responsabilité dans le secteur public (administration d'état, collectivités territoriales, établissements publics), de rejoindre le Barreau (avocat en droit public) voire la magistrature administrative.

LE + DE LA FORMATION

- > La formation est ouverte à l'alternance (apprentissage). Sa maquette et son calendrier sont adaptés en conséquence.
- > Une équipe enseignante associant professionnels et universitaires, tous spécialisés dans les thématiques abordées
- > Des liens étroits avec les institutions publiques et les partenaires privés.

LA RECHERCHE : Il oriente vers les **grandes problématiques liées à l'évolution du rôle de l'État**, à l'adaptation des grands concepts du droit public, aux problématiques du XX^e siècle, aux défis de la gestion des territoires, et aux spécificités des contentieux spécialisés.

LA PROFESSIONNALISATION : Il oriente vers la préparation des concours et l'insertion professionnelle :

- > **préparation des épreuves écrites** (QRC, note sur dossier, note de synthèse, dissertation, cas pratiques), et orales (grand oral, entretiens, mises en situation)
- > **développement de compétences professionnelles** (management public et RH, synthèse, résumé, rédactions d'actes, préparation de dossiers contentieux, procès simulés)
- > **acquisition d'un anglais valorisable sur le plan professionnel**
- > **veille sur l'actualité et suivi des réformes**
- > **étude de dossiers et cas concrets, simulations et jeux de rôle** sur la base de l'expérience professionnelle des intervenants

> programme

Durée de la formation : 1 an

Équivalence : bac + 5

> formation initiale : 410 h hors stage

> formation en alternance : 410 h

Alternance, stage (minimum 2 mois) ou mémoire de recherche

Modalités d'évaluation, taux de réussite, de satisfaction et d'insertion :

<https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/droit-et-contentieux-publics>

Possibilité de valider un ou des blocs de compétence : non

Semestre 3

UE1 - COMPÉTENCES DISCIPLINAIRES FONDAMENTALES

Droit public du numérique

Contentieux administratif approfondi

Droit public financier

UE2 - COMPÉTENCES DE SPÉCIALISATION

Organisation et réforme de l'État

Droit de l'action économique locale

Contentieux fiscal

UE3 - COMPÉTENCES D'OUVERTURE

Gestion des politiques publiques

Modes alternatifs de règlement des conflits

Service public de la donnée

UE4 - COMPÉTENCE DE PROFESSIONNALISATION (PPR)

Clinique juridique

Anglais juridique + préparation TOEIC

UE5 - MÉTHODOLOGIE (PPR)

Méthodologie (galops, recherche, projet tutoré)

Conférences d'actualité

Semestre 4

UE1 - COMPÉTENCES DISCIPLINAIRES FONDAMENTALES

Actualités du droit administratif

Contentieux constitutionnel

Contentieux européens

UE2 - COMPÉTENCES DE SPÉCIALISATION

Contentieux de l'urbanisme et de la construction

Domaine public, droit portuaire et aéroportuaire

Droit constitutionnel, parlementaire et gouvernemental

UE3 - COMPÉTENCES D'OUVERTURE

Fonction publique et pratiques des RH

Procédure civile et pénale

Culture générale et juridique

UE4 - COMPÉTENCE DE PROFESSIONNALISATION (PPR)

Clinique juridique

Pratique des marchés & contentieux de la commande publique

Préparation à l'oral

UE5 - MÉTHODOLOGIE (PPR)

Rapport de stage / Mémoire de recherche

Conférences d'actualité

COMPÉTENCES ACQUISES

- > compléter, approfondir, actualiser, diversifier les connaissances en droit public
- > maîtriser la procédure contentieuse devant les deux ordres de juridiction
- > analyser une problématique juridique
- > traiter un cas concret
- > préparer un argumentaire précis, rigoureux et documenté
- > prévenir et traiter les contentieux publics
- > reconnaître les causes d'illégalité
- > qualifier juridiquement une situation factuelle

- > identifier les textes applicables et les notions mobilisables
- > construire et rédiger des actes, mémoires, requêtes, produire des écrits, des notes claires et synthétiques
- > accompagner les décideurs publics grâce à une capacité de réflexion et d'analyse concernant les conditions de l'action publique et leur évolution
- > identifier et valoriser ses compétences, à l'écrit et à l'oral, en concours comme en situation professionnelle
- > s'insérer dans un milieu professionnel et s'y adapter rapidement

> admission

Le parcours **droit et contentieux publics approfondis** est ouvert aux titulaires :

- > d'un master 1 de droit public
- > ou d'un master 1 de droit
- > ou d'un diplôme jugé équivalent
- > possibilités de VAE (validation des acquis de l'expérience) et de VAP (validation des acquis professionnels)

• **Candidater et s'inscrire** : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire

• Sélection sur dossier : relevés de notes, CV, lettre de motivation, attestation de son niveau en anglais

• Droits d'inscription : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire/droits-dinscription

• Capacité d'accueil : 30

FORMATION INITIALE

FORMATION CONTINUE

FORMATION EN ALTERNANCE

> et après ?

Le parcours droit et contentieux publics approfondis permet aux étudiantes et aux étudiants des perspectives de carrière variées :

- > **le concours du barreau** (préparation du CRFPA avec spécialisation en droit public)
- > **la magistrature administrative** (concours TA et CAA, assistant de justice auprès du tribunal administratif)
- > **la fonction publique d'État et la fonction publique territoriale** (IRA, attaché de préfecture, attaché d'administration centrale ou déconcentrée, attaché territorial, administrateur des assemblées, concours de police, concours plus spécialisés, etc)
- > **des postes de juristes** généralistes en droit public (marchés publics, services contentieux, services administratifs et financiers, conseil en affaires publiques) dans le secteur privé ou public, les associations, les organismes publics ou parapublics
- > **des postes diversifiés** (journalisme, assistant parlementaire, correcteur chez un éditeur juridique...)
- > **l'enseignement et la recherche**

RESPONSABLE DE LA FORMATION

Pr Pauline TÜRK > pauline.turk@univ-cotedazur.fr

ADOSSEMENT À LA RECHERCHE

Master adossé au CERDACFF (Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)



droit.univ-cotedazur.fr



Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE



Bureau pédagogique Master 2
Bureau 206 - 2° Niveau
droit.scolarité.master2@unice.fr
☎ 04 89 15 25 32 / 28 / 38



Parcours SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Master 2 - spécialisation de la **mention droit public**

droit.univ-cotedazur.fr

LE PARCOURS SÉCURITÉ INTÉRIEURE EST UNE FORMATION À LA FOIS FONDAMENTALE ET SPÉCIALISÉE SUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE. EN TERMES D'ENSEIGNEMENT, IL EST LE PROLONGEMENT ET L'UNE DES SPÉCIFICITÉS DU MASTER 1 DROIT PUBLIC.

Complète et opérationnelle, la formation donne l'opportunité aux futurs diplômés de recevoir un apprentissage précis et fondamental sur un ensemble de métiers liés au domaine de la sécurité publique ou privée.

> objectifs

L'objectif principal et primordial du parcours **sécurité intérieure** est de donner une formation à la fois fondamentale et spécialisée en la matière, ce qui permet aux futurs diplômés de pouvoir accéder aux professions et métiers correspondants.

En faisant le choix de ce parcours, les étudiantes et les étudiants ambitionnent principalement un futur professionnel lié aux domaines de la **fonction publique d'État ou territoriale**.

De plus, au vu des enseignements très opérationnels, **les professionnels déjà en activité peuvent approfondir leurs connaissances**, afin d'améliorer leur pratique et de pouvoir progresser dans leur hiérarchie.

COMPÉTENCES ACQUISES

À la suite de la formation, les **futurs experts de la sécurité intérieure acquièrent des compétences théoriques et pratiques**, valorisant ainsi leur profil lors de l'entrée dans la vie professionnelle :

- > mise en œuvre et direction de l'action administration publique territoriale, nationale et/ou européenne
- > préparation de l'action des pouvoirs publics locaux comme nationaux
- > dans le cadre des métiers locaux de la sécurité, aide à la décision des polices municipales, veille juridique locale en matière de sécurité, de cybersécurité ou sécurité économique, assistance et conseil des acteurs de l'action publique locale
- > contrôle de l'application des réglementations juridiques et administratives spécifiques au domaine de la sécurité

> programme

Durée de la formation : 1 an

Équivalence : bac + 5

> formation initiale : 219 h hors stage

> formation en alternance : 219 h

Stage (min. 1 mois) et mémoire de recherche en formation initiale

Modalités d'évaluation, taux de réussite, de satisfaction et d'insertion :

<https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/parcours-securite-interieure>

Possibilité de valider un ou des blocs de compétence : non

Semestre 3

UE1 - MAÎTRISER LES NOTIONS DE FORCES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET TERRORISME

Les forces publiques et privées de sécurité

Politique locale de sécurité

Libertés publiques

Droit et procédure pénale

UE2 - MOBILISER LE SAVOIR EN SI ET RELATIONS EXTÉRIEURES

Droit de l'Union européenne et la sécurité

Contentieux administratifs des étrangers

Idéologies du terrorisme : l'islamisme radical en question

UE3 - MOBILISER LE SAVOIR EN DROIT DE LA SÉCURITÉ ET IA

Cybersécurité

Internet et police spéciale des jeux et loteries

Risque, sécurité et médias

UE4 - RECHERCHE APPLIQUÉE AU DROIT DE LA SÉCURITÉ

Méthodologie du dossier de recherche

Visites de lieux en rapport avec la SI

Semestre 4

UE1 - SE SPÉCIALISER EN DROIT DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Droit du renseignement - services spéciaux

Sécurité intérieure et risque pénitentiaire

Sécurité intérieure et risque environnemental (délits environnementaux, risque nucléaire...)

Intelligence économique

UE2 - S'INITIER AUX GESTIONS DE CRISES ET AUX RISQUES

Outils de gestion de crise, sécurité civile

Ateliers de gestion de crise, RETEX

Sécurité, risque et transports

Risque, manifestations et maintien de l'ordre

UE3 - MAÎTRISER L'ACCÈS À LA PROFESSION

Recherche de stage

Méthodologie du mémoire

Séminaires obligatoires / conférence

LE + DE LA FORMATION

Le parcours **Sécurité intérieure** se distingue et se valorise grâce à deux qualités bénéfiques aux étudiantes et aux étudiants :

- > organisation de conférences et de colloques orchestrés par le CERDACFF
- > formation à distance : supports dématérialisés et/ou possibilité de cours en format hybride

La formation peut se préparer en **alternance** dans le cadre d'un **contrat de professionnalisation**.

Rythme de formation : 1 semaine formation, 1 semaine entreprise.

> admission

Le parcours **sécurité intérieure** est ouvert aux titulaires :

- > d'un master 1 de droit public
- > d'un master 1 de droit
- > d'un autre diplôme jugé équivalent
- > possibilités de VAE (validation des acquis de l'expérience) et de VAP (validation des acquis professionnels)

... **Candidater et s'inscrire : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire**

... Sélection sur dossier : relevés de notes, CV, lettre de motivation, attestation de son niveau en anglais

... Droits d'inscription : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire/droits-dinscription

... **Capacité d'accueil : 30**

FORMATION INITIALE

FORMATION CONTINUE

FORMATION EN ALTERNANCE

> et après ?

Les futurs diplômés peuvent, à la suite de la formation, avoir des perspectives de carrières variées :

- > **emplois relatifs à la sécurité civile**
- > **préparation aux concours de recrutement des commissaires de police**
- > **emplois de la fonction publique d'État :**
 - douane
 - police
 - gendarmerie
 - protection civile
 - pénitentiaire
 - magistrature
- > **emplois de la fonction publique territoriale :**
 - services départementaux
 - responsables des polices municipales
 - secrétaires généraux de Mairie
- > **emplois du secteur privé de la sécurité**

RESPONSABLE DE LA FORMATION

Florence NICOUD, Maître de Conférences,

habilitée à diriger des recherches > florence.nicoud@univ-cotedazur.fr

Pr Christian VALLAR, Doyen honoraire > christian.vallar@univ-cotedazur.fr

ADOSSEMENT À LA RECHERCHE

Master adossé au CERDACFF (Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)



droit.univ-cotedazur.fr



Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE



Bureau pédagogique Master 2
Bureau 206 - 2° Niveau
droit.scolarite.master2@unice.fr
☎ 04 89 15 25 32 / 28 / 38



Mention **DROIT PUBLIC**

Parcours **DROIT ET PROCÉDURES FISCALES DE L'ENTREPRISE**

Masters 1 et 2

droit.univ-cotedazur.fr

CE MASTER S'ADRESSE À CEUX QUI VEULENT S'ORIENTER DANS LES SECTEURS DES PROCÉDURES FISCALES ET DU DROIT FISCAL.

À la suite de cette formation, les étudiantes et les étudiants sont capables de maîtriser et de mettre en œuvre les connaissances théoriques et pratiques interdisciplinaires touchant au droit fiscal de l'entreprise, d'assister et de conseiller les créateurs d'entreprises et les décideurs en matière fiscale.

> objectifs

Ce Master présente l'originalité d'être spécialisé en procédures fiscales et en fiscalité patrimoniale et de l'entreprise.

Il offre donc une **formation fiscale de haut niveau complète**, couvrant tous les domaines de la fiscalité nationale européenne et internationale, et **pluridisciplinaire**, intégrant les données fiscales à toutes les autres branches de droit utiles à la stratégie fiscale de l'entreprise et à la gestion des contentieux. Il s'inscrit dans un parcours tubulaire.

L'équipe pédagogique est constituée d'universitaires et de professionnels : magistrats, inspecteurs des finances publiques et de la douane, avocats, experts-comptables, conseils en audit.

COMPÉTENCES ACQUISES

À l'issue de la formation, le juriste travaillant dans le secteur sait :

- > rédiger des actes juridiques
- > assurer le suivi des dossiers et veiller à leur exécution
- > intervenir dans les contentieux et les suivre
- > assurer un rôle de conseil en matière de projets stratégiques pour les entreprises et pour les particuliers
- > maîtriser et mettre en œuvre les connaissances théoriques et pratiques interdisciplinaires touchant au droit fiscal de l'entreprise et à la gestion patrimoniale
- > assister et conseiller les créateurs d'entreprise et les décideurs en matière fiscale ainsi que de prévenir et d'assurer le suivi des contentieux

ORGANISATION

Durée de la formation : 2 ans

Équivalence : bac + 5

Modalités d'évaluation, taux de réussite, de satisfaction et d'insertion :

<https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/parcours-droit-et-procedures-fiscales-de-lentreprise>

Possibilité de valider un ou des blocs de compétence : non

1^{ère} année : 401 h

2^{ème} année

> formation initiale : 443 h hors stage

> formation en alternance : 443h

Stage (3 mois) ou mémoire de recherche en formation initiale

Masters 1 et 2

> programme

Semestre 1

UE1 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN TERRITORIALITÉ DES IMPÔTS

Fiscalité internationale (CM+TD)
Fiscalité européenne (CM+TD)

UE2 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DES PERSONNES

Impôt sur le revenu (CM)
Fiscalité du patrimoine mobilier et des prélèvements sociaux (CM)

UE3 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Principes comptables fondamentaux (CM)
Taxe sur la valeur ajoutée (CM+TD)

UE4 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DE LA FAMILLE

Droit des régimes matrimoniaux (CM)
Droit fiscal des régimes matrimoniaux (CM)
Droit fiscal des successions (CM)

UE5 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DU PATRIMOINE IMMOBILIER 1

Fiscalité foncière locale (CM)
Fiscalité de l'aménagement urbain (CM)

UE6 - CONDUIRE UN PROJET PROFESSIONNEL

Anglais des affaires (TD)
Préparation au CV et à l'entretien (CM)
Méthodologie du rapport de stage et du mémoire (CM)

Semestre 2

UE1 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DES ENTREPRISES EN DÉVELOPPEMENT

Fiscalité des entreprises individuelles et en société (CM)
Fusions acquisitions de sociétés (CM)

UE2 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DE LA CESSIION DES ENTREPRISES

Droit des entreprises en difficulté (CM)
Comptabilité d'engagement, présentation du bilan comptable et fiscal, interprétation des données chiffrées (CM)

UE3 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DU PATRIMOINE IMMOBILIER 2

Fiscalité de la construction et de la gestion de l'immeuble (CM+TD)
Imposition sur la fortune immobilière (CM+TD)

UE4 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN PROCÉDURES FISCALES ET CONTENTIEUSES

Principes généraux du contrôle fiscal (CM)
Intelligence artificielle et procédures fiscales et contentieuses (CM)

UE5 - CONDUIRE UN PROJET PROFESSIONNEL OU DE RECHERCHE

Anglais des affaires (TD)
Méthodologie du rapport de stage et du mémoire
Stage ou mémoire
Stage à la DDFIP ou sur site
Journée de formation préalable à la campagne IR à la DDFIP

Semestre 3

UE1 - MOBILISER SON SAVOIR POUR ACQUÉRIR DES COMPÉTENCES FONDAMENTALES

Les principes fondamentaux de gestion fiscale
Audit fiscal de l'entreprise
Les principes fondamentaux de procédure administrative contentieuse et non contentieuse appliqués à la fiscalité

UE2 - UTILISER LES INSTRUMENTS FISCAUX À DES FINS D'INGÉNIERIE JURIDIQUE ET FISCALE

Outils de gestion fiscale
Abus de droit fiscal : aspects théoriques / aspects pratiques
Contrôle des prix de transfert

UE3 - UTILISER LES INSTRUMENTS FINANCIERS À DES FINS DE STRATÉGIE JURIDIQUE ET FISCALE

Droit des instruments financiers
Analyse financière
Fiscalité des produits dérivés
Comptabilité d'engagement et de caisse

UE4 - DÉVELOPPER LA COMPRÉHENSION DE LA FISCALITÉ DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE ET SES ASPECTS INTERNATIONAUX

Financement initial de l'entreprise
Immobilier d'entreprise
Stratégie fiscale de l'implantation nationale et internationale de l'entreprise
Optimisation internationale de l'immobilier
Taxe de 3% sur la valeur vénale des immeubles

UE5 - CONDUIRE UN PROJET PROFESSIONNEL POUVANT MOBILISER DES COMPÉTENCES PLURIDISCIPLINAIRES

Conférences et séminaires / Méthodologie du rapport de stage ou du mémoire / Préparation au CV et à l'entretien / Deal Simulation Game / Anglais fiscal et comptable / TOEIC

Semestre 4

UE1 - MOBILISER SON SAVOIR POUR ACQUÉRIR DES COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE ET CONTENTIEUX FISCAL

Procédures de contrôle fiscal
Contentieux de l'imposition
Contentieux du recouvrement
Contentieux fiscal répressif
Cybercriminalité, intelligence artificielle et procédures fiscales

UE2 - SAVOIR SE SERVIR DE LA FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISE

Fiscalité du développement structurel
Fiscalité de la restructuration
Fiscalité du fonctionnement courant de l'entreprise

UE3 - SAVOIR UTILISER LA FISCALITÉ DES DIRIGEANTS

Fiscalité mode de rémunération
Stratégie patrimoniale du dirigeant d'entreprise
Aspects internationaux de la stratégie de l'entrepreneur

UE4 - SAVOIR UTILISER LA FISCALITÉ DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Audit préalable à la cession (due diligence), transmission
Aspects fiscaux de garantie de passif

UE5 - CONDUIRE UN PROJET PROFESSIONNEL POUVANT MOBILISER DES COMPÉTENCES TRANSVERSALES

Conférences et séminaires / Rapport d'alternance, de stage ou mémoire (avec soutenance) / Formation aux principes de l'éthique / Schémas fiscaux (valeur vénale, SCI...), Commission des impôts, jeux de rôle / Clinique juridique Côte d'Azur (option)

LE + DE LA FORMATION

Le master 2 est proposé selon un calendrier en alternance : 1 semaine en cours à l'Université / 1 semaine en entreprise dans le cadre d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

FORMATION INITIALE**FORMATION CONTINUE****FORMATION EN ALTERNANCE****> admission**

Le M1 est ouvert aux titulaires :

- > d'une licence de droit ou tout autre diplôme jugé équivalent

Le M2 est ouvert aux titulaires :

- > d'un master 1 droit et procédures fiscales de l'entreprise
- > ou d'un master 1 de droit
- > ou d'un master 1 de sciences économiques et de gestion
- > ou d'un autre diplôme jugé équivalent : MSTCF, A.E.S., I.U.P. (de préférence avec parcours "juriste d'entreprise")
- > ou d'un diplôme d'école supérieure de commerce (notamment EDHEC)
- > ou du diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DSCG) en vue de l'expertise comptable

Possibilités de VAE (validation des acquis de l'expérience) et de VAP (validation des acquis professionnels)

Candidater et s'inscrire : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire

Sélection sur dossier : relevés de notes, CV, lettre de motivation, attestation de son niveau en anglais

Droits d'inscription : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire/droits-dinscription

Capacité d'accueil : 25 en Master 1 (idem en Master 2)

> et après ?

Le master **droit et procédures fiscales de l'entreprise** offre aux étudiantes et aux étudiants des perspectives de carrière variées :

- > **avocat fiscaliste**
- > **expert-comptable**
- > **directeur juridique et fiscal**
- > **gestionnaire de patrimoine**
- > **conseiller fiscal**
- > **consultant en stratégie fiscale**
- > **concours d'inspecteur des finances publiques**
- > **carrière universitaire**

RESPONSABLE DE LA FORMATION

Philippe LUPPI > philippe.luppi@univ-cotedazur.fr

ADOSSEMENT À LA RECHERCHE

Master adossé au CERDACFF (Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)



droit.univ-cotedazur.fr



Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE



Bureau pédagogique Master 2
Bureau 206 - 2° Niveau
droit.scolarite.master2@unice.fr
☎ 04 89 15 25 32 / 28 / 38

